

AFGHANISTAN

ENJEU

La situation des droits de la personne en Afghanistan est parmi les plus graves au monde. La guerre civile en cours est néfaste aux droits humains, en ce qu'elle procède d'une indifférence complète de la sécurité des civils. Si le contrôle des Talibans sur près de 70 % du pays a réduit le brigandage et les viols, il s'est accompagné de la disparition des libertés et droits personnels, en particulier pour les femmes.

CONTEXTE

L'Afghanistan a vécu en situation de conflit armé pendant plus de 15 ans depuis l'invasion soviétique en 1979. Depuis le renversement du régime communiste de Kaboul par les *Moujahidin* en 1992, l'Afghanistan est morcelée en fiefs distincts. Le pays est fortement divisé : les différences entre ethnies, groupes linguistiques, tribus et factions ont toutes contribué à l'instauration de cette situation chaotique qui s'est soldée par une dégradation généralisée des normes judiciaires et humanitaires. La population a été exposée aux enlèvements, aux extorsions et aux mauvais traitements, notamment aux viols, par les gardes aux points de contrôle et par d'autres groupes armés. Ces groupes envahissent régulièrement les logements des civils, s'emparant de leurs biens et semant la terreur. Une justice sommaire est rendue par les groupes de *Moujahidin* et les seigneurs de la guerre locaux.

Durant les années 1980, quelque 6 millions de personnes se sont réfugiées, pratiquement en nombre égal, au Pakistan et en Iran. Si plusieurs sont rentrés dans leur pays, il reste encore 1,2 million de réfugiés au Pakistan et 1,4 million en Iran, et de 800 000 à un million d'autres personnes déplacées à l'intérieur du pays.

Ambassadeur Mahmoud Mestiri, chef de la mission spéciale de l'ONU en Afghanistan, a été remplacé par un diplomate allemand, le Dr. Norbert Holl, pour poursuivre la tâche ardue de conclure un cessez-le-feu et d'amener les parties au conflit à un règlement.

L'Organisation des états islamiques de même que divers pays régionaux et/ou musulmans ont aussi tenté d'y parvenir.

La prise de Kaboul par les Talibans en 1996 a mis leurs politiques en évidence. Leurs combattants, dont certains ont été formés dans les écoles coraniques, ont d'abord gagné la faveur des populations lasses de la guerre, en s'attaquant à l'extorsion, au vol, au viol et à l'anarchie généralisée. Cependant, l'imposition d'une forme extrême de comportement « islamique » a été critiquée par le secrétaire général des Nations unies, par les organismes de l'ONU à l'oeuvre en Afghanistan, par les ONG et par la communauté internationale dans son ensemble. De plus, aucun gouvernement n'a noué de relations diplomatiques avec les Talibans, et le siège de l'Afghanistan à l'ONU est encore occupé par un membre de l'ancien régime. Les Talibans ont fermé les écoles pour les filles; interdit aux femmes de travailler hors de leur foyer, sauf dans de rares cas d'exception, par exemple pour les soins